

Le grand **débat national**



Analyse des contributions libres : cahiers citoyens,
courriers et emails, comptes-rendus des réunions
d'initiative locale

Synthèses par thème

cognito

bluenove
opening organizations:

Roland
Berger 

Paris, le 8 avril 2019



Un consensus sur l'urgence écologique impliquant des propositions pragmatiques sur les comportements individuels et des solutions innovantes

Constats

La première préoccupation liée au **réchauffement climatique** rassemble 19% des idées exprimées individuellement sur le thème. Elle est rejointe par deux préoccupations sectorielles : **transport** (17%, développement des transports collectifs) et **énergie** (sources renouvelables, 11%, réduction de la consommation, 9%). En complément apparaît la préoccupation autour d'un **élargissement de l'assiette de la fiscalité écologique** (10%), ex. transports aérien et maritime. Au-delà, les préoccupations portent sur une variété de thèmes de la transition écologique, collectifs (**protéger les ressources naturelles, agriculture bio et durable, recyclage des déchets**) ou individuels (**changer les modes de consommation**). Les réunions collectives insistent sur ce dernier point.




Propositions : consensus et différences de priorités

Le consensus se forme autour de **l'urgence écologique**, avec des propositions centrées sur des objectifs d'ensemble (accélérer la transition écologique, lutter contre le réchauffement climatique), sur le développement de solutions à l'échelle locale (développer les transports en commun, isoler les bâtiments) et sur le volet de l'énergie (développer les énergies renouvelables, accélérer la transition énergétique, réduire la consommation énergétique). Ces propositions sur le changement de modèle énergétique ressortent également fortement dans les réunions collectives.

Par la suite, quatre approches se dégagent. La 1ère approche, 23% des idées exprimées individuellement, est centrée sur le **développement de technologies et usages verts** (tri, co-voiturage, voiture électrique...). Ensuite, une **vision offensive de l'écologie** rassemble 15% des idées exprimées : interdire les pesticides, taxer les gros pollueurs, renforcer la taxe carbone

Un groupe de propositions se rassemble sur la **nécessité de changer de mode de vie**, tant par des **actes individuels** (moins consommer, manger moins de viande) qu'au travers de la **régulation** (réglementer la publicité, interdire l'obsolescence programmée)

Enfin, une partie des contributions se focalise sur la **biodiversité et la nécessité de limiter l'empreinte de l'Homme sur la Nature** (protéger la biodiversité, reboiser, protéger les animaux)

 120 338 idées exprimées (indiv. et collectives)  16 préoccupations identifiées  132 propositions formulées

Verbatims

Le réchauffement climatique menace les générations futures voire la paix

Développement des moteurs thermiques à hydrogènes

Il faut rétablir l'écotaxe pour les transports routiers

Arrêt immédiat de l'utilisation du glyphosate

C'est par le consommateur que les changements seront faits. C'est lui qui imposera ses choix. Il faut l'encourager dans cette voie

Limiter la publicité qui pousse à la consommation

Préservation de nos campagnes, de nos rivières et de la faune sauvage

Un consensus marqué par la baisse des impôts et par la justice fiscale et associé à un souhait de renforcer l'efficacité de notre dispositif fiscal

Constats

Principale préoccupation du corpus sur le thème Fiscalité et dépenses publiques, **la diminution des impôts et taxes est citée par 40% des contributions individuelles**. Deux préoccupations émergent ensuite, autour de **la justice fiscale** (20% des idées exprimées, taxation des hauts revenus et des revenus du capital) et de la **lutte contre la fraude et l'évasion fiscales** (13%). La **baisse des dépenses publiques** (10%) apparaît comme un corollaire à la baisse de la fiscalité. Les réunions locales ajoutent par ailleurs que les finances publiques manquent de transparence.

Propositions : consensus et différences de priorités

Le consensus des contributions individuelles se focalise sur la **levée de la pression fiscale pour le plus grand nombre** (baisse des impôts et de la CSG notamment) et sur la nécessité de **faire davantage contribuer les patrimoines élevés** (rétablir l'ISF, 17%), et de **lutter contre la fraude fiscale**.

Partageant ce socle commun (baisse des impôts et équité fiscale), 9% des idées s'accordent sur la **réduction du train de vie de l'Etat**.

Ensuite, deux priorités émergent : **lever la contrainte sur les particuliers**, en diminuant la fiscalité sur les charges contraintes (taxe sur le carburant, taxe d'habitation, taxe sur l'eau et l'énergie...) et sur la consommation (baisse de la TVA, notamment sur les produits de 1ère nécessité) et **améliorer le filet fiscal sur les hauts revenus et les grandes entreprises** (supprimer les paradis fiscaux, taxer les multinationales, taxer les GAFAs, taxer les hauts patrimoines...).

En mineure, des contributions s'expriment solidairement sur des actions de **soutien des TPE et PME** grâce à la refonte du CICE, perçu comme bénéfique aux seules grandes entreprises (réorientation, suppression, contrôle) et par la diminution ciblée de l'IS et de la TVA.

Les **réunions d'initiative locale** reprennent globalement ces propositions mais le **rétablissement de l'ISF et la baisse de la CSG sont deux fois moins cités**, alors que la **baisse de la dépense publique** apparaît plus nettement.

Verbatims

Augmentation de la TVA produits de luxe : 33,33 %

CICE conditionné sur créations d'emploi par les artisans et PME

Arrêter cette fiscalité "Usine à Gaz", allons vers une simplification, on se retrouve souvent dépassés !

Arrêtez de prendre aux uns pour donner plus d'aides à d'autres. Baissez la TVA surtout, plus de justice




Arrêt du gaspillage, de l'argent public des doublons qui ne servent à rien.

Pas besoin de faire un grand débat, le Gouvernement sait bien que nous avons trop de taxes

La taxe foncière a augmenté régulièrement depuis 10 ans ne ... diminuer ou la supprimer pour les petits revenus

Réduction drastique du train de vie du gouvernement : dépenses et avantages indécents payés par le peuple à qui on demande toujours plus de sacrifice.

Lutter sérieusement contre les fraudes fiscales. L'optimisation fiscale égale vol légal.

 160 128 idées exprimées (indiv. et collectives)  12 préoccupations identifiées  79 propositions formulées

Les contributeurs individuels demandent à l'Etat de remplir ses missions sur tout le territoire sans peser sur la vie locale et quotidienne

Constats

Un constat principal émerge des courriers et cahiers citoyens : **l'Etat et l'administration se sont progressivement éloignés des citoyens** (au sens géographique comme au sens figuré), ils se sont **complexifiés** et ont également multiplié des **réglementations éloignées des réalités du terrain**. Par ailleurs, les contributeurs sont marqués par les **questions sécuritaires** et souhaitent voir l'Etat s'impliquer davantage sur ces questions, tout en **garantissant les libertés publiques**.


Les réunions d'initiatives locales considèrent par ailleurs qu'il y a **un trop d'échelons administratifs**.


Propositions : consensus et différences de priorités


Un consensus se dégage autour d'une demande de **rapprochement de l'administration et des fonctionnaires de la réalité des territoires**. Cette demande représente 49% des idées exprimées. Elle couvre à la fois une demande **d'allègement des réglementations pesant sur le quotidien** (le rejet de la limitation de vitesse à 80 km/h pèse pour 15% des idées exprimées), une **défiance à l'égard de la haute fonction publique**, dont les rémunérations et privilèges sont contestés (17% des idées exprimées) ainsi qu'une **demande de décentralisation et de proximité** (14% des idées exprimées). Les réunions d'initiatives locales reprennent également fortement ces propositions de maintien de service public en milieu rural et de décentralisation renforcée.

Par delà ce consensus, **des différenciations apparaissent sur la manière de mettre en œuvre ce rapprochement**. Certains demandent en priorité des **modifications institutionnelles**, notamment en relançant la **décentralisation** en s'appuyant sur **l'échelon communal** (14%).

D'autres insistent sur des aspects plus opérationnels : ils demandent à **l'Etat d'affirmer et de renforcer sa présence dans tous les territoires**, sans exception. Une seconde différenciation apparaît alors entre une demande **d'allègement** et de **recentrage de l'Etat sur ses prérogatives sécuritaires** (12%) et une insistance sur le besoin de **garantir l'accès de tous aux services publics**, notamment au regard de la fracture numérique (5%)

 76 204 idées exprimées (indiv. et collectives)

 16 préoccupations identifiées

 74 propositions formulées

Verbatims

80 km/h = RACKET

Pris à 87 km/h retenu 82-> 45€ moins 1 point RAS LE BOL

Je souhaite également que soient revus les salaires des hauts fonctionnaires de la République. Ceux ci sont vraiment trop élevés.

Maintien du rôle prépondérant du maire sur sa commune.

compenser la diminution des services publics dans les petites villes par des services itinérants

Réduire le nombre de fonctionnaires de 1/3 (voir exemple l'Allemagne).

Il est injuste que les territoires ruraux n'aient pas accès à une égalité de soins

Des propositions liées à l'exemplarité des élus sont exprimées comme socle au renouvellement de la démocratie représentative

Constats

Parmi les préoccupations, la **diminution des privilèges des élus et anciens élus**, **l'encadrement de l'attribution et de l'exercice de leurs mandats**, et l'amélioration de leur **représentativité** sont massivement exprimées (27%, 17% et 12% des idées exprimées par les contributions individuelles dans le thème). Tous thèmes confondus, la **diminution des privilèges des élus est reprise par 1 contribution sur 4 au sein de ce thème**. L'expression est ensuite focalisée sur le développement de la **participation aux élections**, et **l'association des citoyens** à la décision publique. Ces préoccupations sont complétées par un souhait de **réforme des institutions** et de leur fonctionnement. Les **réunions d'initiative locale** complètent ce constat en insistant sur la nécessité de **soutenir les associations et les bénévoles**.

Propositions : consensus et différences de priorités

Un consensus apparaît autour d'une **exigence de frugalité des élus et anciens élus** : baisse des indemnités et privilèges, réduction du nombre de parlementaires, limitation du cumul des mandats

A partir de ce tronc commun, deux mouvements se distinguent : **la rénovation du système actuel et l'émergence d'un nouveau modèle**

La rénovation du système actuel serait fondée sur la **consolidation de la démocratie représentative** (mettre en place le référendum d'initiative citoyenne, reconnaître le vote blanc, introduire une dose de proportionnelle aux législatives), et un plus fort **engagement des citoyens** à travers un contrat républicain laïc, civique et obligatoire (rendre le vote obligatoire, renforcer la laïcité, enseigner le fonctionnement de l'Etat et l'éducation civique à l'école, mettre en place un service national civique), voire sur le **renouvellement des institutions** (supprimer le Sénat et le CESE, réduire le nombre d'élus)

Pour faire émerger un nouveau modèle démocratique, les propositions se concentrent sur la **moralisation de la vie publique** (lutter contre les lobbies, sécuriser les lanceurs d'alerte, rendre obligatoire un casier judiciaire vierge pour être élu) et sa **revitalisation par l'intégration de la société civile** (organiser des débats citoyens, développer les pétitions, renforcer le rôle des corps intermédiaires).

Verbatims

Protéger les lanceurs d'alerte, les scientifiques, les journalistes d'investigation, les citoyens qui s'opposent aux lobbies

Certains cours d'éducation civique devraient être organisés en présence des parents

Supprimer le Sénat

Il faut que les jeunes s'intéressent plus à la politique, parce que cela les concerne aussi! Pour cela il faut limiter l'âge pour tous les élus (67 ans) et proportionnelle tant aux législatives qu'aux municipales »

Suppression de tous les avantages que se sont royalement attribués tous les élus politiques et cela depuis des années et même des décennies!!! Ou est le temps ou le Général de Gaulle payait, de son denier, ses factures d'électricité

Election législative à la proportionnelle, et de 50 à 100 candidats par tirage au sort

Les contributeurs demandent à l'Etat d'être acteur, protecteur et régulateur d'une économie tendant vers un juste partage des richesses

Constats

Pour les contributeurs, les problèmes de l'économie et l'emploi sont avant tout ceux des **inégalités salariales et du partage de la valeur ajoutée** ainsi que de **l'abandon par l'Etat de son contrôle sur les infrastructures et services essentiels**, représentant tous deux ~20% des idées exprimées.

D'autres préoccupations liées à la **difficulté de créer une entreprise**, au **poids des charges** pesant sur le travail et de la **difficulté à trouver un emploi stable** sont également particulièrement évoquées (~10% des idées exprimées pour chacune).




Propositions : consensus et différences de priorités

Le consensus émerge autour de la **nationalisation des actifs stratégiques** (11%, renationaliser les services essentiels et les grandes infrastructures) et de **l'équité salariale** (limiter le nombre de CDD pour les grandes entreprises, réduire la disparité des salaires, plafonner les hauts salaires).

Une **priorité à la sauvegarde de l'emploi en France** (lutter contre les délocalisations, surtaxer les produits non fabriqués en France) est exprimée, conjointement à des actions de **maîtrise du coût du travail** par la réduction des charges (réduire le coût du travail, réduire les charges sociales). Dans ce groupe est également exprimé un souhait d'une meilleure **efficacité du dispositif public pour l'emploi**.

Par ailleurs, une part significative des contributions s'accordent pour un **meilleur partage de la richesse créée face aux dirigeants et actionnaires** (réduire les dividendes, instaurer la taxe sur les transactions financières, supprimer les parachutes dorés) avec un **dialogue social renforcé**

Au-delà de ce souhait, deux groupes de propositions se distinguent. L'un d'eux est focalisé sur la **régulation des flux financiers et accord commerciaux internationaux** (stopper le CETA, modifier les accords commerciaux) dans une optique de protection, et notamment des petites entreprises (soutenir l'économie locale, lutter contre la spéculation financière). Le second est centré sur le **soutien à des initiatives économiques sociales et responsables** (développer l'emploi associatif, soutenir l'économie sociale et solidaire et les modèles d'entreprises responsables, soutenir la création d'entreprises).

 26 686 idées exprimées (indiv. et collectives)  16 préoccupations identifiées  43 propositions formulées

Verbatims

Retour à une nationalisation des péages d'autoroutes

Interdire le renouvellement "éternel" des CDD dans la fonction publique

Interdire les entreprises de délocaliser leurs usines françaises à l'étranger

S'intéresser sérieusement à la baisse du coût du travail en France

Inciter les ouvriers à se syndiquer : prendre en charges (Etat+ patronat) une part du timbre syndical

Meilleure répartition des dividendes : 1/3 actionnaires, 1/3 investissements, 1/3 salariés

Retour aux banques de détails et contrôle des grandes banques

Stop au CETA

Remettre les emplois aidés dans les communes et les associations

Réancrer l'éducation dans la réalité économique et sociale, avec un corps enseignant revalorisé

Constats

Deux préoccupations majeures émergent sur le thème de l'éducation : le **développement de la formation professionnelle** (68% des idées exprimées) et la **revalorisation du métier d'enseignant** (17%).

Propositions : consensus et différences de priorités

En termes d'action, les contributeurs se prononcent pour **l'ancrage renforcé de l'éducation dans la vie économique** (multiplication des ponts entre formation et marché du travail) avec des **moyens renouvelés** (revalorisation du métier et des salaires des enseignants).

Sur le volet de l'ancrage dans la vie économique, le corpus propose massivement de développer l'apprentissage (36% des idées exprimées), les formations qualifiantes (18%), et de valoriser les métiers manuels (9%).

Pour les enseignants, le corpus est focalisé sur les salaires (8%) et sur une notion, plus large de **respect et de revalorisation du métier** (respectivement 4% et 4%).

Enfin, plusieurs propositions se rejoignent sur la nécessité d'agir pour l'égalité des chances par l'éducation afin de ne laisser personne au bord de la route : lutter contre le décrochage scolaire, renforcer les moyens en zone d'éducation prioritaire, renforcer l'orientation professionnelle...

Verbatims

Revalorisation des services publics et des professions qui engagent une vocation enseignant

Pour l'égalité des chances entre ville et campagne. Sauver les postes d'enseignants de nos communes

Restituer l'autorité et le respect des enseignants

Il est tellement difficile de trouver un travail à 50 ans quand on se reconvertit

Limiter le nombre d'élève par classe à 25

Baisser les charges salariales et sociales pour faciliter l'embauche des jeunes et surtout des apprentis

Favoriser l'apprentissage, très important pour l'entrée des jeunes dans la vie active

Remettre le travail manuel à l'honneur

L'accès au logement et le montant des retraites sont les deux principales préoccupations qui émergent du thème pouvoir d'achat, sans réel consensus

Constats

Les contributions individuelles sont particulièrement marquées par une forte mobilisation autour de la question des **retraites**, avec 47% d'idées exprimées. Cette **mobilisation est plus limitée** dans le cadre des **contributions collectives** où les retraites représentent **23%** des idées exprimées

Le **coût du logement** et le **montant des bas salaires** sont les deux autres grandes préoccupations de ce thème.

Propositions : consensus et différences de priorités

Aucun consensus n'apparaît sur le thème pouvoir d'achat. 2 propositions peu corrélées entre elles, forment le tronc commun : la **suppression de la hausse de la CSG sur les retraites** – première proposition, 23% des idées exprimées – et une demande de **baisse des coûts du logement** (10% des idées exprimées).

Sur ces propositions, 2 principaux segments émergent. L'un approfondit le sujet des retraites (indexer les retraites sur l'inflation) en y adjoignant des propositions liées à la **diminution des charges contraintes** (diminuer le coût de l'énergie) et **du coût de la santé** (réduire le coût des mutuelles, améliorer le remboursement des soins), L'autre segment se focalise sur **l'augmentation des revenus** (augmenter le SMIC et les bas salaires) et sur la **politique du logement** (renforcer les aides au logement, investir dans le logement social...).

En miroir, les contributions collectives sont moins marquées par les demandes relatives aux retraites, et font ressortir des **attentes le sujet des dépenses contraintes : réduire le coût du logement** et celui **de l'énergie** sont les deux premières propositions évoquées (15% et 11% des idées exprimées).

Verbatims

Suppression de l'augmentation de la CSG pour tous les retraités quelque soit leurs revenu. c'est un principe de justice

Augmentation du SMIC et pensions de retraite

*Revaloriser les petites retraites :
Madame 300 € depuis 12 ans
Monsieur 950 €*

Développement des logements sociaux chasse aux marchands de sommeil

Généraliser l'encadrement des loyers même aux zones dites "non tendues"

Il faudrait relancer le BATIMENT eu présentant un plan national de construction de 500.000 logements dont la moitié en logements sociaux (quand le bâtiment va tout va) mais pas uniquement dans les villes centres

Une forte diversité d'expression qui entremêle accès aux soins, intégration, et protection des plus fragiles, avec une optique de responsabilisation

Constats

L'amélioration du système de santé est la principale préoccupation du thème, représentant 20% des idées exprimées. Des préoccupations émergent ensuite autour des objectifs des politiques sociales : lutte contre la **pauvreté et précarité** (16%), prise en charge de la **dépendance** (10%), **politique familiale** (10%). Les contributions mentionnent également des préoccupations structurelles, sur le contrôle et la **transparence des aides sociales**, et sur **l'évolution des régimes de retraite**. Enfin, plusieurs préoccupations sont groupées autour de l'intégration et de la **politique d'immigration** au sens large.




Propositions : consensus et différences de priorités

On constate **3 consensus de faible ampleur** et en tension mutuelle (qui ne réunissent pas les mêmes personnes) sur des grands choix de société tournés vers plus de bienveillance ((accompagner la fin de vie, légaliser l'euthanasie, trouver une solution pour les SDF) mais conditionnés à une plus grande **responsabilisation de l'individu** (lutter contre la fraude aux aides sociales).

Des contributions focalisées sur **l'amélioration de l'intégration et la bienveillance** (apprendre le respect des autres, lutter contre les incivilités) émergent. Enfin, un **souhait** de voir les **retraites revalorisées et accessibles** plus tôt s'exprime fortement (10% des idées exprimées).

Ensuite, de nombreuses contributions se sont exprimées pour la **défense d'un système de santé** adapté à chaque étape de la vie (augmenter le personnel hospitalier et des EHPAD, développer les maisons et centres de santé) et pour **son utilisation raisonnée** (favoriser la transparence des coûts et responsabiliser). Enfin, plusieurs segments émergent pour la **solidarité financière** envers différentes catégories de populations, avec des pondérations similaires de contributions : actifs avec enfants, étudiants, handicapés, personnes âgées (EHPAD).

En mineure, on note une présence diffuse de propositions liées à la politique d'intégration : apprentissage de la langue, fin du regroupement familial, mise en place de quotas. Le contrôle des dépenses sociales est peu évoqué.

 63 574 idées exprimées (indiv. et collectives)  13 préoccupations identifiées  103 propositions formulées

Verbatims

Fin du travail détaché des travailleurs étrangers qui pénalisent l'emploi des citoyens Français

Revoir le minimum vieillesse augmentation de 10 à 15%

Maison de santé à moins de 10 km pour les habitants dans les petits villages

Il faut que l'immigré puisse s'intégrer et partager... un accueil humain avec logement et moyens pour gagner sa vie

Nous réclamons la retraite à 60 ans pour tout le monde et obligatoire, sans décote

Mon choix de mourir dans la dignité

Comment peut-on accepter un nombre grandissant de SDF ?